// COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 4 novembre 2026

Suspension du Fonds Chaleur : un choc pour l'ensemble de la filière

Le gouvernement a annoncé hier, sans aucune concertation, la suspension du guichet du Fonds Chaleur. Alors qu'aucune information sur le calendrier d'un éventuel redémarrage de ce dispositif n'a été donnée, cette décision place des centaines de projets et d'emplois dans une situation de très grande incertitude. Pour toute la filière - collectivités, bureaux d'étude, entreprises et équipementiers - mobilisée pour réaliser des projets de décarbonation de la chaleur et de réseaux de chaleur et de froid, cette annonce est un choc. Elle marque une rupture au moment même où la sortie des énergies fossiles est une urgence. La filière appelle le gouvernement à renoncer à ce moratoire et réouvrir ce dispositif essentiel pour la souveraineté énergétique de notre pays et le pouvoir d'achat des Français.

Alors que la flambée des prix des énergies fossiles sur le marché international pèse chaque jour davantage sur le coût du chauffage pour les Français, le gouvernement met un coup d'arrêt à une politique publique qui déploie l'un des meilleurs boucliers contre les prix chers.

Rien qu'en 2025, les installations qui ont pu se développer grâce au Fonds chaleur depuis sa création - réseaux de chaleur, pompes à chaleur, géothermie, biomasse, solaire thermique ou encore récupération de chaleur - ont permis d'éviter d'importer 52,5 TWh de gaz fossile, soit l'équivalent de la consommation de chaleur d'environ 5 millions de logements. Sur cette même période, l'ensemble des installations soutenues par ce mécanisme ont permis 2,6 Mds€ d'économies sur la balance commerciale[1].

Au-delà de l'efficience environnementale et économique du Fonds Chaleur, unanimement reconnue, les acteurs de la filière alertent très fortement le gouvernement : suspendre ce dispositif sans avoir préalablement identifié et proposé une solution conciliant dynamique de projets et contrainte budgétaire revient à instaurer un moratoire.

La filière solaire photovoltaïque a déjà connu un tel coup d'arrêt en 2010, et il s'était traduit par la perte de très nombreux emplois et la destruction de tout un écosystème de la transition énergétique. Ne reproduisons pas ces erreurs avec le Fonds Chaleur !

Nous appelons donc le gouvernement à renoncer à cette suspension et à entamer sans délai une concertation avec les acteurs de la filière afin d'étudier les pistes d'amélioration envisageables pour répondre à l'ensemble des projets déposés.

[1] *En comparaison du gaz qu'il aurait fallu importer pour produire cette chaleur en l'absence de ces projets, avec un prix du gaz à 50 €/MWh.*